

SORHOGECO

SOCIETE RHODANIEENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. A1 69130 ECULLY

SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 33

Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association Maison Familiale Rurale de Vulbens

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 décembre 2025

Association **Maison Familiale Rurale de Vulbens**
238 Chemin de la cure – 74520 VULBENS

Ce rapport comporte 26 pages

Association Maison Familiale Rurale de Vulbens

Siège social : 238 Chemin de la cure – 74520 VULBENS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale Vulbens relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 10 mars 2026

 **SORHOGECO**
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully

Sorhogeco S.A.S. Tel. : 04 37 65 37 57
Commissaire aux Comptes www.sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ ■ ■

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 095	2 095		79
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	38 086	37 961	125	196
Constructions	3 613 530	2 356 899	1 256 630	1 105 574
Installations techniques, matériel et outillage industriels	40 547	38 156	2 392	5 823
Immobilisations corporelles en cours	48 150		48 150	5 400
Autres	381 652	255 711	125 940	115 135
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	4 751		4 751	4 640
Prêts				
Autres	536		536	536
TOTAL I	4 129 347	2 690 823	1 438 524	1 237 382
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	6 259		6 259	3 557
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	65 746	1 002	64 743	126 657
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	342 673	3 818	338 855	314 009
Valeurs mobilières de placement	400 000		400 000	300 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	351 329		351 329	239 735
Charges constatées d'avance	10 202		10 202	7 931
TOTAL II	1 176 209	4 821	1 171 388	991 888
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	5 305 556	2 695 643	2 609 912	2 229 270

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	573 750	324 978
Excédent ou déficit de l'exercice	155 351	248 772
Situation nette (sous total)	729 102	573 750
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	783 250	671 219
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 512 352	1 244 969
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	37 349	
Provisions pour charges	19 409	16 898
TOTAL III	56 758	16 898
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	717 677	648 741
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 763	104 331
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	62 211	53 047
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	109 814	92 292
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	76 338	68 991
TOTAL IV	1 040 803	967 403
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	2 609 912	2 229 270

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	18 990	17 200
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 563 617	1 568 233
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	145 619	78 821
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	220	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 152	36 243
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	15 271	123
TOTAL I	1 746 869	1 700 620
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	435 545	465 688
Aides financières	4 640	2 469
Impôts, taxes et versements assimilés	16 504	17 337
Salaires et traitements	674 182	664 423
Charges sociales	247 753	240 965
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	147 710	134 351
Dotations aux provisions	39 245	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	16 189	14 229
TOTAL II	1 581 768	1 539 462
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	165 101	161 158
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	119	39
Autres intérêts et produits assimilés	12 657	20 981
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	12 776	21 020
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	18 584	19 464
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	18 584	19 464
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(5 808)	1 556

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	159 293	162 714
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		23 580
Sur opérations en capital		63 264
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		86 844
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		444
Sur opérations en capital		112
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		556
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		86 288
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 942	230
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 759 645	1 808 484
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 604 293	1 559 712
EXCEDENT OU DEFICIT	155 351	248 772
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		29 396
TOTAL		29 396
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		(29 396)
TOTAL		(29 396)

MFR DE VULBENS

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La CFA Maison Familiale Rurale de VULBENS est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Sa durée est illimitée. Son siège social est établi 238, Chemin de la Cure, 74520 VULBENS.

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale ;
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale ;
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas et d'hébergement dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints ;
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison Familiale Rurale ;
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR propose des formations de CAP Equipier Polyvalent du Commerce, BAC Pro Métiers du Commerce et de la Vente, BTS Management Commercial Opérationnel, pour des jeunes alternants en Apprentissage ou Contrat de Professionnalisation, ainsi que pour adultes bénéficiaires de VAE.

L'hébergement des internes est assuré par la MFR, qui gère à titre complémentaire des locations occasionnelles des bâtiments au profit de particuliers ou de groupes (colonies de vacances, etc...)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les locaux sont répartis sur une superficie de 1 934 M², dont 1 140 M² affectés à l'enseignement dont les salles de cours, et informatique, équipées de matériels récents.

La MFR s'appuie sur un effectif de 18.09 équivalents temps pleins dont 13.23 directement affectés à l'enseignement et l'animation auprès des apprenants.

La MFR est partenaire de la Région AURA, du Département de Haute-Savoie, et des entreprises et collectivités qui financent l'activité de la MFR, et accueillent les apprenant en milieu professionnel.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Note sur le nouveau règlement publié par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

Le règlement ANC 2022-06, complété par le règlement ANC 2023-03, s'appliquent obligatoirement aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2025 et entraîne un changement de méthode comptable. Des informations plus détaillées sont indiquées dans la partie Règles et Méthodes Comptables de la présente annexe.

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE COMPTABLE

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2025, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2025 à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les montants sont exprimés en euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 12/03/2026 par le Conseil d'administration.

2. METHODE GENERALE

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le changement de méthode lié à la première application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03 présente un impact significatif sur les éléments suivants :

- La nouvelle définition du résultat exceptionnel implique les modifications suivantes :

* Les pénalités, amendes, charges et produits sur exercices antérieurs sont reclassés en résultat d'exploitation.

* Les comptes de produits de cession d'immobilisation et valeurs nettes comptables des actifs cédés apparaissent désormais en résultat d'exploitation ou en résultat financier, selon la nature des immobilisations cédées.

* Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat sont reclassées en résultat d'exploitation.

- La suppression de la technique du transfert de charges implique les modifications suivantes :

- * Les refacturations de remboursement divers sont désormais comptabilisées en comptes de ventes,
- * Les sommes perçues en atténuation de charges de personnel sont désormais comptabilisées en moins du poste Cotisations sociales,
- * Les aides à l'emploi sont désormais comptabilisées en comptes de subventions,
- * Les indemnités d'assurance sont désormais comptabilisées en autres produits d'exploitations

3. NOTES CONCERNANT LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a été appliquée ; l'approche par composants est systématiquement appliquée pour les constructions.

3.2. METHODE D'AMORTISSEMENT

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie :

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions, | 40 ans |
| - Agencements et installations, Outillages, Véhicules | de 5 à 15 ans |
| - Mobilier et Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

3.3. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.4. CREANCES

Elles ont été évaluées pour leur montant nominal. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1. FONDS PROPRES

Les fonds propres font l'objet d'une présentation dans un tableau défini par l'article 431-5 du règlement n° 2018-06 qui se substitue aux informations demandées par l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

4.2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère stable destinées au financement des investissements nécessaires aux activités de l'association.

Une reprise est effectuée à chaque clôture au compte de résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés.

4.3. PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

Une provision sur charges a été constituée afin de couvrir un risque de rectification de cotisations salariales évalué à 37 349 €.

4.4. INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective de l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière. Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salariés présent à la clôture de l'exercice, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements calculés sont intégralement comptabilisés.

4.5. FONDS DEDIES

Les montants portés en fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées à des projets définis et que ne sont pas totalement utilisées à la clôture de l'exercice.

5. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1. COTISATIONS

Les cotisations perçues par l'association sont sans contrepartie et inscrites dans la rubrique prévue par le règlement ANC n° 2018-06 sur la base d'un appel à cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation en produits.

5.2. CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Le détail des concours publics et des subventions reçues au cours de l'exercice sont portés dans un tableau annexe.

5.3. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La participation des membres bénévoles au fonctionnement et aux activités de la MFR est encadrée par le règlement intérieur de la MFR qui fixe à l'article 2 les principes de fonctionnement : *« l'association est formée de membres qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association... »*.

Sur cette base, la MFR ne recense pas les contributions volontaires ponctuelles des bénévoles.

La Maison Familiale ne bénéficie pas de mise à disposition de biens ou de personnes à titre gratuit.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. INFORMATIONS RELATIVE AU REGIME FISCAL

La MFR n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

6.2. INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants de l'association exercent leurs fonctions bénévolement.

6.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

6.3.1. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

Néant.

6.3.2. ENGAGEMENT EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

Néant

6.4. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PAR CATEGORIE

<i>Effectif Moyen Cadre</i>	<i>11.26</i>
<i>Effectif Moyen Employés</i>	<i>6.83</i>
<i>Dont Apprenti</i>	<i>0</i>

MFR de Vulbens

TABLEAU I : Ressources de l'organisme	2025		2024	
ORIGINE DES FONDS	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %

I - Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés, et des particuliers				
Entreprises		0%		0%
Etat, Collectivités locales, étab.pub		0%		0%
Entreprises : via OPCO	1 217 657	80%	1 225 308	99%
Particuliers	308 503	20%	11 261	1%
Sous total I	1 526 160	100%	1 236 569	100%

II - Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes	53 861	85%	58 105	76%
Etat		0%		0%
Régions	9 200	15%	17 991	24%
Autres collectivités territoriales		0%		0%
Sous total II	63 061	100%	76 096	100%
Autres organismes de formation				
Autres ressources				
Sous total III	-	0%	0	0%
Total des ressources	1 589 221	100%	1 312 665	100%

TABLEAU II : Décomposition des actions de formation par finalité				
FINALITE DES ACTIONS	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %
Diplômantes (1)	1 589 221	100%	1 312 665	100%
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)				
Insertion sociale				
Total	1 589 221	100%	1 312 665	100%

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	324 978	248 772			573 750
Excédent ou déficit de l'exercice	248 772	(248 772)			
Situation nette	573 750				573 750
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	671 219		112 031		783 250
Provisions réglementées					
TOTAL	1 244 969		112 031		1 357 000

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT CONTRIBUTIONS

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionne ment	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Provisions Inscrites au Bilan

MFR VULBENS

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	16 898	2 511		19 409
		37 349		37 349
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	16 898	39 860		56 758

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	3 730	424 3 818		1 002 3 818
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	3 730	4 242		4 821

TOTAL GÉNÉRAL	20 628	44 102		61 579
----------------------	---------------	---------------	--	---------------

Immobilisations

MFR VULBENS

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	2 095		
TOTAL immobilisations incorporelles :	2 095		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	38 086		
Constructions sur sol propre	3 208 095		2 746
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	145 402		257 286
Installations techniques et outillage industriel	40 547		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	70 608		8 260
Matériel de bureau, informatique et mobilier	217 692		37 276
Emballages récupérables et divers	51 763		
Immobilisations corporelles en cours	5 400		297 792
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	3 777 594		603 359
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	4 640		111
Prêts et autres immobilisations financières	536		
TOTAL immobilisations financières :	5 176		111
TOTAL GÉNÉRAL	3 784 866		603 470

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			2 095	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			2 095	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			38 086	
Constructions sur sol propre			3 210 841	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			402 689	
Install. techn., matériel et out. industriels			40 547	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			78 868	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		3 947	251 021	
Emballages récupérables et divers			51 763	
Immobilisations corporelles en cours		255 042	48 150	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		258 989	4 121 965	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			4 751	
Prêts et autres immo. financières			536	
TOTAL immobilisations financières :			5 287	
TOTAL GÉNÉRAL		258 989	4 129 347	

Amortissements

MFR VULBENS

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	2 017	79		2 095
TOTAL immobilisations incorporelles :	2 017	79		2 095
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	37 891	71		37 961
Constructions sur sol propre	2 143 711	97 689		2 241 400
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	104 214	11 286		115 500
Installations techn. et outillage industriel	34 725	3 431		38 156
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	46 109	7 248		53 357
Mat. de bureau, informatique et mobil.	178 819	27 482	3 947	202 354
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 545 467	147 207	3 947	2 688 728
TOTAL GÉNÉRAL	2 547 484	147 286	3 947	2 690 823

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	79		
TOTAL immobilisations incorporelles :	79		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	71		
Constructions sur sol propre	97 689		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	11 286		
Installations techniques et outillage industriel	3 431		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	7 248		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	27 482		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	147 207		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	147 286		

MFR VULBENS

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	43 708
Personnel	
Organismes sociaux	
État	182 382
Divers, produits à recevoir	38 390
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	264 480

Charges à Payer

MFR VULBENS

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 458
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 178
Dettes fiscales et sociales	5 865
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	2 219
TOTAL	27 720

Charges et Produits Constatés d'Avance

MFR VULBENS

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	10 202	76 338
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	10 202	76 338

État des Échéances des Créances et Dettes

MFR VULBENS

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 05/06/26
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	536		536
TOTAL de l'actif immobilisé :	536		536
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	1 002		1 002
Autres créances clients	42 705	42 705	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	182 382	182 382	
Groupe et associés	100 000	100 000	
Débiteurs divers	38 390	38 390	
TOTAL de l'actif circulant :	364 480	363 477	1 002
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	10 202	10 202	

TOTAL GÉNÉRAL	375 218	373 680	1 538
----------------------	----------------	----------------	--------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	716 220	66 832	223 032	426 355
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	67 461	67 461		
Personnel et comptes rattachés	4 313	4 313		
Sécurité sociale et autres organismes	46 633	46 633		
Impôts sur les bénéfices	2 226	2 226		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	9 039	9 039		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	10 510	10 510		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	76 338	76 338		

TOTAL GÉNÉRAL	932 740	283 352	223 032	426 355
----------------------	----------------	----------------	----------------	----------------